



EUROPEAN PARLIAMENT

**DELEGATION D'OBSERVATION
DE L'ELECTION PRESIDENTIELLE AU MALI**

26-30 juillet 2013 (1er tour)

**Projet de Rapport de
Mme Michèle STRIFFLER,
Présidente de la Délégation**

Annexes:

- A. Liste des participants et programme de travail de la délégation**
- B. Déclaration de Mme Striffler lors de la conférence de presse de la MOE UE**
- C. Déclaration préliminaire de la Mission d'Observation Electorale de l'UE**

INTRODUCTION

Suite à l'invitation du Ministère de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire (MATDAT) et du gouvernement par intérim de la République du Mali en date du 21 mars 2013, la Conférence des Présidents du Parlement européen a autorisé, le 13 juin 2013, l'envoi d'une délégation pour observer l'élection présidentielle au Mali.

Suite à la réunion constitutive qui a eu lieu le 3 juillet à Strasbourg, une délégation parlementaire conduite par Michèle STRIFFLER (PPE, France), et composée de Agustín DÍAZ DE MERA (PPE, Espagne), Philippe BOULLAND (PPE, France), Françoise CASTEX (S&D, France), Jean-Jacob BICEP (Verts/ALE, France) et Michal KAMINSKI (ECR, Pologne), s'est rendue au Mali du 26 au 30 juillet pour observer le premier tour de l'élection présidentielle du 28 juillet. Un deuxième tour a eu lieu le 11 août. Seuls deux députés étant disponibles, la délégation a été annulée.

Conformément à la pratique, la délégation du PE était pleinement intégrée à la Mission d'Observation des Elections de l'UE (MOE), présente au Mali depuis le 21 juin et conduite par le député Louis MICHEL (ALDE, Belgique). La MOE comprenait 119 observateurs au total. En plus des 6 députés européens de la délégation d'observation, 6 membres de l'Assemblée Parlementaire Paritaire ACP-UE ont également observé le premier tour de l'élection présidentielle. Cette délégation a suivi le même programme et a été pleinement intégrée à la délégation du PE.

La délégation souhaite souligner l'excellente coopération avec l'Observateur en chef et l'équipe-cadre. Le 30 juillet, le MOE a organisé une conférence de presse lors de laquelle M. Michel a présenté la déclaration préliminaire. Au cours de la même conférence, Mme Striffler a présenté les conclusions de la délégation du PE.

BACKGROUND HISTORIQUE

Les élections du 2013 au Mali ont été considérées comme les plus importantes de l'histoire du pays et ont généré une importante mobilisation internationale. L'enjeu de l'élection était de permettre au pays de retrouver une légitimité démocratique suite au coup d'Etat du 22 mars 2012, et mettre ainsi fin à la crise qui a isolé le pays pendant plus d'un an et demi. La confusion et la paralysie qui ont suivi le coup d'Etat dirigé par le capitaine Sanogo ont permis aux rebelles Touaregs et à d'autres groupes armés et terroristes de prendre Kidal, Gao et Tombouctou et de déclarer l'indépendance de l'Azawad (Nord du Mali) le 5 avril 2012.

Malgré l'acceptation par la junte militaire du rétablissement de l'ordre constitutionnel et la désignation du président de l'Assemblée nationale, Dioncounda Traoré, comme président du Mali par intérim, la situation politique à Bamako est restée instable pendant le reste de 2012. La communauté internationale s'est mobilisée pour organiser une intervention internationale. Le 20 décembre, le Conseil de Sécurité des Nations unies (Résolution 2085) a autorisé le déploiement d'une mission internationale de soutien au Mali (MISMA) sous la conduite de la CEDEAO. Les plans initiaux de ne déployer la MISMA que vers la fin de l'année 2013 ont été bouleversés par une

nouvelle offensive militaire qui a conduit le gouvernement français à intervenir, par le biais de l'opération "Serval" le 11 janvier 2013. Cela a permis le déploiement au Mali de 4 000 militaires. Cela a accéléré le déploiement de la MISMA et l'approbation par l'ONU (Résolution 2100 du 25 avril 2013) de la création de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) composée, à terme, de 12 640 personnes.

Sur le plan politique, le 29 janvier 2013, l'Assemblée nationale malienne a approuvé à l'unanimité une feuille de route pour la transition. Une commission nationale pour le dialogue et la réconciliation a été créée début mars et le 18 juin un accord a été signé entre le gouvernement et deux groupes Touaregs du nord du pays ouvrant la voie à l'élection présidentielle prévue pour le 28 juillet dans l'ensemble du pays. La Cour constitutionnelle malienne a publié la liste des vingt-huit candidats à la Présidence, dont une seule femme. La campagne a démarré le 7 juillet et s'est déroulée sans incidents.

L'élection d'un nouveau Président est fondamentale pour la légitimité des institutions maliennes, mais aussi pour accorder à la communauté internationale, qui demeure fermement résolue à soutenir le Mali, un interlocuteur élu démocratiquement. Une conférence des donateurs coprésidée par la France et l'Union européenne en mai a permis de récolter 3,285 milliards d'euros pour la reconstruction économique et politique du Mali. Cette somme ne pouvait être déboursée qu'après les élections pour promouvoir le développement durable de l'ensemble du pays, y compris des régions du Nord.

LE PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA DÉLÉGATION

- *Travail avec la Mission d'Observation Electorale et autres représentants de l'UE*

La délégation parlementaire a rencontré l'équipe-cadre de la MOE. Les membres de la MOE ont transmis aux députés leurs informations et analyses sur la situation politique au Mali: les enjeux des élections, les candidats, le déroulement de la campagne et le positionnement des acteurs clés comme l'armée ou les chefs religieux.

Les députés ont pu se familiariser avec le cadre juridique des élections, c'est-à-dire la base légale qui permet la tenue des élections et le rôle de la Cour Constitutionnelle, mais aussi le cadre électoral, comme la distribution du matériel électoral, le processus de consolidation des résultats et les responsabilités des différents acteurs électoraux (MATDAT, CENI, DGE). Une grande part de la présentation était centrée sur la question du fichier électoral, la commande des cartes NINA (qui sont à la fois des cartes d'électeurs et d'identité - l'enregistrement des électeurs ayant été couplé avec une vaste opération d'état-civil) et leur remise, ainsi que la situation dans le Nord et les camps de réfugiés.

La situation des médias a aussi fait l'objet d'analyses détaillées: si la neutralité a été respectée par les médias publics, la couverture (spécialement à la radio, le média le plus important) dépend très largement des capacités financières des candidats.

Les députés, avec le chef de la MOE ont rencontré le Général Lecointre, chef de la mission de l'UE de formation de l'armée malien (EUTM). Cette réunion a été extrêmement utile pour mieux comprendre le travail de l'EUTM avec les autorités par intérim et la nécessité de suivi à plus long terme qui requerra certainement une extension de son mandat. Grâce à la disponibilité du Général Lecointre, les députés ont pu mieux appréhender le contexte politique et sécuritaire du Mali pendant les mois précédant le processus électoral.

La délégation a aussi pu partager ses impressions avec les ambassadeurs de l'UE, le Chef de Délégation et le Représentant spécial de l'UE pour le Sahel avant et après l'élection. Ces rencontres ont eu lieu avec M. Michel.

- Réunions avec les responsables institutionnels du processus électoral

La délégation du Parlement a rencontré les responsables du processus électoral, à commencer par le Ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire (MATDAT), S.E. M. Moussa Sinko Coulibaly. Le MATDAT est l'institution principale pour l'organisation des élections. M. Coulibaly a rassuré les députés sur la préparation du scrutin tant en ce qui concernait la situation sécuritaire que la logistique et la préparation matérielle. Même la distribution des cartes NINA avait dépassé le taux de 80% à quelques jours de l'élection. Ainsi, grâce aux campagnes d'information et à la prise de conscience par les Maliens des enjeux de l'élection, le ministre s'attendait à une forte participation. Le ministre a insisté sur l'importance de la transparence lors de la totalité du processus électoral et pas seulement le jour des élections. Les députés se sont particulièrement intéressés à la situation des électeurs dans les camps des réfugiés et à l'étranger, notamment en France, mais aussi à la préparation des futures élections législatives.

Les députés ont également rencontré le Président de la Cour Constitutionnelle, organe chargé de la validation des résultats définitifs. Le Président a fait part aux députés des problèmes avec le fournisseur de services informatiques ("service provider") pour la validation des votes, ce qui pouvait affecter la vitesse de validation des résultats. Pour cette raison la Cour — qui en de précédentes occasions avait annulé un grand nombre de votes - avait l'intention de donner la priorité aux procès-verbaux et aux résultats des bureaux de vote (BV) dans lesquels il y aurait des plaintes justifiées.

Enfin, les députés ont rencontré un représentant de la Délégation Générale des Elections (DGE), responsable de l'élaboration du fichier électoral. Il a présenté la situation actuelle, y compris les problèmes concernant les jeunes électeurs ayant eu 18 ans entre avril et juillet et n'étant dès lors pas inscrits (entre 80.000 et 100.000), et les réfugiés.

- Réunions avec la société civile et les observateurs nationaux et internationaux

La délégation du PE, généralement avec le chef de la MOE, a rencontré des représentants de la société civile. Les représentants de six organisations - le Conseil national de la société civile, le Forum des Organisations de la Société civile (FOSC), la Coordination des Organisations de la Société civile/Ecole pour tous, la Wildaf, l'Association malienne des Droits de l'Homme, le Groupe Pivot Droit et Citoyenneté

des Femmes - ont présenté leur perspective sur la situation. Ils ont souligné l'implication des Maliens, la volonté de travailler pour une élection apaisée et la nécessité d'éviter tout conflit (post)électoral. Les organisations ont également relevé l'importance de la participation politique des femmes et la nécessité de travailler après les élections pour améliorer les services sociaux de base et le développement du pays.

La délégation a aussi rencontré les observateurs nationaux (APEM, Caritas et AMDH) et internationaux (OIF, UA, UEMOA CEDEAO, Ambassades d'Afrique du Sud, des Etats-Unis, du Canada et IRI) qui participaient à l'observation du processus électoral. La totalité des observateurs a noté l'ambiance apaisée qui a précédé la journée électorale, et l'absence d'incidents majeurs. Les députés ont pris note avec satisfaction de la grande implication des observateurs nationaux — notamment le réseau APEM qui a déployé plus de 2000 observateurs. Fait marquant dans l'histoire électorale du Mali, la communauté internationale s'est aussi impliquée de façon inédite. C'était également la première fois que l'Union européenne déployait une MOE au Mali. Les observateurs internationaux ont rappelé l'importance de coordonner leurs observations et de n'envoyer qu'un seul message aux autorités maliennes.

- Réunions avec les représentants des partis et candidats

Finally, the delegation of the PE was able to meet the representatives of the main parties and candidates for the elections. The deputies were thus able to evoke the electoral process and the programmes with the representatives of the Parti ADEMA-PASJ (candidate Dramane Dembélé), of the URD (candidate Soumaïla Cissé) and of the Parti FARE (candidate Modibo Sidibé). Unfortunately the representative of the party RPM of the candidate favorite, Ibrahim Boubacar Keita (IBK) cancelled the meeting at the last moment.

The deputies were able to meet Haïdara Aïssata Cissé of the Alliance Chato who was the only female candidate for the presidency.

JOURNÉE ÉLECTORALE

The delegation of the PE was divided into three observation teams for the electoral day. One team was deployed to Ségou, another team to Koulikoro on the same day of the election, and the third team - the President of the delegation - remained in Bamako.

All teams observed the vote in various voting stations (BV), from the opening to the closing and the counting. In their observations all teams of the PE noted:

- the calm and the peaceful atmosphere that presided over the electoral day, including the presence and the good work of the security forces;
- the high participation — around 50%, which was unprecedented — of the Malian population; as well as the large presence in the BV of many women and many young people;

- la bonne organisation du scrutin en général, malgré certaines imperfections techniques (difficile identification des BV par les électeurs; les fiches avec la liste d'électeurs étant séparées et non dans un seul cahier; manque de tampons d'encre) et parfois la mauvaise formation des électeurs. Ils ont aussi noté les difficultés pendant le dépouillement, comment la manque d'électricité ou d'éclairage, ainsi que l'abandon du processus, dans quelques BV, lors de la rupture du jeûne (les élections ayant eu lieu pendant le ramadan). En tout cas, ces difficultés ont paru acceptables vues les circonstances particulières et le court laps de temps dans lequel ces élections ont été organisées;
- la présence de nombreux représentants des partis politiques, de la CENI, de la Cour constitutionnelle ainsi que des observateurs nationaux et internationaux.
- Debriefing avec le Chef de la MOE et les observateurs

Le lendemain de l'élection, les membres de la délégation du PE se sont concertés et ont échangé leurs impressions avec le chef de la MOE ainsi qu'avec les observateurs nationaux et internationaux.

La majorité des observateurs étaient d'accord pour considérer la journée électorale comme historique et souligner le climat apaisé et le très haut taux de participation. Ils ont néanmoins noté quelques problèmes dans le déroulement du vote: problèmes de compréhension du processus, retard de l'ouverture de quelques BV par manque de matériel, manque d'électricité et d'éclairage pour le processus de dépouillement. Ils ont également relevé les difficultés au Nord, dans les camps de réfugiés et à l'extérieur du Mali. Cependant ces imperfections n'étaient pas en mesure d'entacher le résultat ou la légitimité du vainqueur même en cas de situation identique au second tour.

CONFÉRENCE DE PRESSE CONJOINTE

Mardi 30 juillet, le chef de la Mission d'observation de l'Union européenne, M. Michel a présenté la déclaration préliminaire sur le premier tour de l'élection présidentielle. Mme Striffler a pour sa part présenté les conclusions de la délégation d'observation du PE (cf. Annexe 2). Elle a salué le travail de la mission de l'Union européenne et précisé que le PE partageait pleinement la déclaration préliminaire de M. Michel. Elle a salué également l'engagement des agents électoraux et représentants des partis politiques, ainsi comme le gouvernement de transition pour son excellent travail de préparation des élections.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Dans ses conclusions, la présidente de la délégation du PE, Mme Striffler, a:

- mis l'accent sur une participation sans précédent de la population, y compris et notamment des femmes et de beaucoup de jeunes. C'est le signe que les Maliens ont compris que l'enjeu était important et ils se sont apparemment prononcés pour la sortie de crise;
- considéré que l'organisation des élections, dans un temps très court, s'est avérée très efficace. Elle a néanmoins pris note des difficultés logistiques dans les camps de réfugiés et à l'étranger qui devraient faire l'objet des recommandations de la MOE, mais n'ont pas empêché le fait que la quasi totalité des Maliens ait pu s'exprimer librement;
- rappelé qu'il fallait également penser à la suite du processus: garantir la stabilisation du pays, la suite du processus de réconciliation et la construction d'un Etat dans lequel tous les Maliens se reconnaîtront. Malgré cela, il est important de noter que la campagne électorale a fait émerger une pluralité politique qui ne doit pas disparaître après cette élection mais, au contraire, se structurer en vue des élections législatives et municipales à venir;
- noté que l'Union européenne restait engagée au Mali. L'intérêt partagé est de travailler ensemble pour assurer un avenir meilleur à ce pays. En tant que Première Vice Présidente de la commission du Développement du PE, la Présidente a relevé que certains problèmes particuliers, comme l'accès aux services de base, sont liés au développement du pays pour lequel il faudra s'engager activement, au Nord comme au Sud.

RÉSULTATS DÉFINITIFS

Le MATDAD a annoncé les [résultats provisoires](#) du premier tour le vendredi 2 août 2013. Ces résultats ont été légèrement modifiés — mais non en qui concerne l'ordre des principaux candidats et la nécessité d'un deuxième tour le 11 août 2013 — par la Cour constitutionnelle qui a proclamé les [résultats définitifs](#) du premier tour le mercredi 7 août:

Inscrits: 6 829 696

Votants: 3 345 253

Bulletins nuls: 389 876

Suffrages annulés: 113

Suffrages exprimés: 2 955 264

Taux de participation: 48,98%

Résultats des principaux candidats (+ 3 % des votes) :

Ibrahim Boubacar KEÏTA : 1 175 769 (39,79%)

Soumaïla CISSE : 582 127 (19,70%)

Dramane DEMBELE : 286 929 (9,71%)

Modibo SIDIBE : 146 839 (4,97%)

Housseini GUINDO : 140 345 (4,75%)

Le deuxième tour a eu lieu le 11 août. Le 20 août, la Cour constitutionnelle a proclamé les résultats:

Inscrits: 6.829.696

Votants: 3.123.127

Bulletins nuls: 88.664

Suffrages exprimés: 3.034.463

Taux de participation: 45,73%

Résultats des candidats:

Ibrahim Boubacar KEÏTA : 2.355.394 (77,62%)

Soumaïla CISSE : 679.069 (22,38%)

Le mandat du nouveau Président, Ibrahim Boubacar Keïta, a débuté le 4 septembre 2013.

Annexe 1

PARLEMENT EUROPEEN

ELECTION PRESIDENTIELLE AU MALI

DELEGATION D'OBSERVATION ELECTORALE

26-30 juillet 2013
(Premier tour)

LISTE DES PARTICIPANTS

Membres

Michèle STRIFFLER, Chef de délégation	PPE, France
Agustín DÍAZ DE MERA GARCÍA CONSUEGRA	PPE, Espagne
Philippe BOULLAND	PPE, France
Françoise CASTEX	PSE, France
Jean-Jacob BICEP	Verts/ALE, France
Michał Tomasz KAMIŃSKI	ECR, Pologne

Secrétariat

Armelle DOUAUD, Chef d'unité
Manuel MANRIQUE GIL, Administrateur
Danièle JACQUES, Assistante

Interprètes

Marie-Aida DIOP-WANE (*chef d'équipe*)
Françoise FORSTER

PPE	Groupe du Parti populaire européen (Démocrates-chrétiens)
PSE	Groupe de l'Alliance progressiste des Socialistes et Démocrates au Parlement européen
Verts/ALE	Groupe des Verts/Alliance libre européenne
ECR	Groupe des Conservateurs et Réformistes européens

PROGRAMME FINAL

Vendredi 26 juillet 2013

- 09.00** Ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire (MATDAT), S.E. M. Moussa Sinko Coulibaly
- 10.00** Réunion avec la Mission d'Observation Electorale de l'Union européenne et l'équipe cadre (les réunions se feront éventuellement en plusieurs parties au cours de la journée)
- Analyse de la situation politique
 - Analyse de la situation électorale et juridique
 - Media
 - Sécurité
- 11:30** Représentant du Parti ADEMA-PASJ (candidat Dramane Dembélé)
- 16.00** Réunion avec le Président de la Cour Constitutionnelle
- 18.00** Réunion avec le délégué de la Délégation générale des élections (DGE)

Samedi 27 juillet 2013

- 09.00** Rencontre avec la société civile - 6 ONGs (Conseil national de la société civile, Forum des Organisations de la Société civile, Coordination des Organisations de la Société civile/Ecole pour tous, Wildaf, Association malienne des Droits de l'Homme, Groupe Pivot droit et Citoyenneté des Femmes)
- 11.00** Général Lecointre, Chef de la mission de l'UE de formation de l'armée (EUTM)
- 13.30** Départ des équipes pour Ségou
- 14.00** Réunion avec les observateurs nationaux (APEM, Caritas, AMDH) et internationaux: OIF, UA, UEMOA CEDEAO (Président de la CENI au B.F.), Ambassades d'Afrique du Sud, des Etats-Unis, du Canada, IRI (en présence du chef de la délégation de l'Union européenne, M. Richard Zink)
- 15.00** Réunion avec le représentant de l'URD (candidat Soumaïla Cissé)
- 15.30** Réunion avec le représentant du Parti FARE (candidat Modibo Sidibé)
- 16.00** Rencontre avec les Ambassadeurs de l'UE (7), et les Ambassades des Etats-Unis, du Canada, de Chine, Mauritanie, Algérie, Burkina Faso, et avec le représentant spécial de l'UE pour le Sahel, M. Michel Reveyrand de Menthon, en présence du chef de la délégation de l'Union européenne, M. Richard Zink.

17.30 Candidate indépendante, Haïdara Aissata Cissé

18.00 Réunion interne de la délégation pour préparer le déploiement à Bamako et à Koulikouro

Ségou Réunion avec les observateurs à long terme

Dimanche 28 juillet 2013

Jour des élections

- Ouverture des bureaux de vote 08.00
- Fermeture des bureaux de vote 18.00

Lundi 29 juillet 2013

Retour des équipes déployées à Ségou

11.00 Rencontre avec les observateurs internationaux

15.00 Réunion interne à la délégation - Evaluation du processus électoral – Débriefing

18.00 Réunion de concertation entre les délégations du PE et de l'APP et L. Michel

Mardi 30 juillet 2013

09.00 Réunion avec les Ambassadeurs de l'Union européenne et le chef de la délégation de l'Union européenne, M. Richard Zink

10.00 Conférence de presse conjointe, présentation de la Déclaration préliminaire de la MOE UE

Fin du programme

Annexe 2

Déclaration finale de Mme Michèle Striffler, présidente de la délégation du Parlement européen Conférence de presse de la MOE UE Mali, Bamako, 30 juillet 2013.

Au nom de la délégation du Parlement européen, nous saluons le travail de la mission de l'Union européenne et je partage pleinement la déclaration préliminaire que vient de faire Louis Michel.

La délégation du PE voudrait avant tout mettre l'accent sur une participation sans précédent de la population, y compris et notamment des femmes et de beaucoup de jeunes.

L'affluence dans les bureaux de vote est effectivement un excellent signe. Elle prouve que les Maliens considèrent que ces élections représentent un enjeu important pour l'avenir de leur pays. Nous avons ressenti les électeurs dans une dynamique positive et très volontariste.

L'organisation des élections, dans un temps très court, s'est avérée très efficace, surtout si l'on considère que les cartes électorales ont été l'occasion de constituer pour la première fois un état civil et une carte d'identité biométrique. L'engagement des agents électoraux et représentants des partis politiques est aussi à saluer. Je tiens par la même occasion à saluer le gouvernement de transition pour son excellent travail.

Les quelques difficultés logistiques dans les camps de réfugiés et à l'étranger, ne doivent pas être sous-estimées et feront l'objet de recommandations de la Mission européenne. Cependant la quasi totalité des Maliens a pu s'exprimer librement. Dans ces circonstances exceptionnelles, cela est remarquable.

Maintenant il est également important de penser à la suite du processus. À l'issue du scrutin il n'y aura qu'un seul élu ou une seule élue, dont la victoire devra être acceptée par tous. Il ou elle sera le Président de tous les Maliens. Il lui appartiendra de garantir la stabilisation du pays, la suite du processus de réconciliation, et la construction d'un État dans lequel tous les Maliens se reconnaîtront.

L'intérêt de cette campagne a également été de faire émerger une pluralité politique qui ne doit pas disparaître après cette élection mais, au contraire, se structurer en vue des élections législatives et municipales à venir. N'oublions que l'opposition est gage de démocratie.

Avec le retour de la légitimité démocratique, les nouvelles autorités au pouvoir devront s'attaquer à la résolution des problèmes du Mali, ceux-là même qui ont conduit au coup d'Etat et au conflit.

En tant que Première Vice Présidente de la commission du développement du PE, j'y serai particulièrement attentive. Ces problèmes, comme l'accès aux services, sont liés au développement du pays auquel il faudra s'engager activement, au nord comme au sud. Le rôle de l'opposition sera de contrôler que la personne élue tiendra ses

promesses et celui de la société civile de continuer à être active pour assurer le progrès du pays.

De notre côté, nous veillerons à ce que l'Union européenne reste engagée au Mali. En effet, ce qui se passe ici ne concerne pas que les Maliens. N'oublions pas que nous sommes tous interdépendants et que l'Afrique et l'Europe sont deux continents voisins. Notre intérêt partagé est de travailler ensemble pour assurer un avenir meilleur au Mali.

